

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 19 novembre 2015

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

34 2015.RRGR.571 Motion 156-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC) Garantie de la propriété: renoncer à l'introduction du MoPEC

N° de l'intervention: 156-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2015
Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole)
Oester (Belp, UDF)
Fischer (Meiringen, UDC)
Cosignataires: 2
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 1205/2015 du 14 octobre 2015
Direction: TTE

Garantie de la propriété: renoncer à l'introduction du MoPEC

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Renoncer à introduire le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC), à moins que ces règles n'aient été introduites dans la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie.
2. Introduire les nouvelles prescriptions du MoPEC 2014, notamment celle des 10 pour cent d'énergie renouvelable, qui affectent la garantie de la propriété uniquement si elles reposent sur une base légale susceptible d'avoir été mise en cause par référendum.

Développement :

En janvier 2015, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC). Ces prescriptions constituent l'ensemble des dispositions législatives environnementales élaborées par les cantons en vertu de leur expérience de mise en œuvre dans le domaine des constructions. Il s'agit en somme du dénominateur commun des cantons. Les membres de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie s'efforcent de transposer le MoPEC dans leurs législations cantonales respectives et d'induire une harmonisation aussi poussée que possible.

Or, le MoPEC contient des recommandations qui ont des conséquences radicales pour les propriétaires :

- Production de courant dans les bâtiments nouveaux : la part d'énergie produite dans les nouveaux bâtiments pour la consommation interne doit être de 10 pour cent au moins.
- Pas d'obligation d'assainissement : pour le remplacement des systèmes de chauffage au mazout ou au gaz, de nouvelles charges sont formulées. Dix pour cent de l'énergie nécessaire doivent être couverts par des énergies renouvelables ou par des économies d'énergie.
- Prescriptions relatives aux zones : les cantons et surtout les communes doivent pouvoir entreprendre une planification énergétique susceptible d'être rendue contraignante pour les autorités et les propriétaires. Cela peut aboutir à une restriction de la garantie de la propriété.

Les cantons se voient ménager une latitude considérable en ce qui concerne le MoPEC. La loi sur l'énergie du canton de Berne est très moderne, elle a été adoptée en votation populaire le 15 mai 2011. Les recommandations du MoPEC telles que l'interdiction des chauffages électriques ou les exigences minimales posées en matière de sources d'énergie renouvelables pour la production de chaleur s'y trouvent déjà. Lors de la votation sur l'initiative « Berne renouvelable », le corps électoral bernois a rejeté l'introduction de restrictions plus poussées encore dans la loi sur l'énergie.

Pour l'introduction de prescriptions plus restrictives en référence au MoPEC, il faut des bases légales. La révision de la loi du 15 mai 2011 sur l'énergie n'aura de sens que quand la Confédération aura présenté sa Stratégie énergétique 2050.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est toujours favorable aux objectifs définis dans la Stratégie énergétique du canton de Berne, c'est-à-dire de parvenir d'ici à 2035 à une société à 4000 watts et, à plus long terme, à une société à 2000 watts. Les nouvelles prescriptions du MoPEC 2014, que la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté en assemblée plénière le 9 janvier 2015, sont en adéquation aussi bien avec la Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne qu'avec la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Comme cela est prévu dans le plan de mesures pour la mise en œuvre de la Stratégie énergétique du canton, ces prescriptions doivent donc être prises en considération dans la législation cantonale sur l'énergie.

1. Les nouvelles prescriptions sont importantes pour atteindre les objectifs de la Stratégie énergétique cantonale. Elles sont par ailleurs l'expression d'un consensus intercantonal sur les points concrets que l'on peut et que l'on doit examiner de plus près. Pour que la transition énergétique soit une réussite, elle doit être une œuvre commune, d'où la nécessité, dans ce domaine tout particulièrement, de bien coordonner les activités au niveau intercantonal. En renonçant complètement à introduire le MoPEC 2014, le canton de Berne s'écarterait du consensus et mettrait en péril la bonne mise en œuvre de sa propre stratégie énergétique. Le Conseil-exécutif propose donc le rejet du point 1 de la motion.
2. Le Conseil-exécutif envisage d'appliquer le MoPEC 2014 en deux étapes : la première consistera, dans le cadre d'une révision partielle de l'ordonnance cantonale sur l'énergie (OCEn), à reprendre les prescriptions pour lesquelles la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie (LCEn) fournit déjà les bases légales. La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) du Grand Conseil du canton de Berne pourra se prononcer sur le projet de révision si elle le souhaite. Dans une deuxième étape, il sera procédé aux adaptations nécessaires de la LCEn, lesquelles relèvent de la compétence du Grand Conseil. La révision de la loi permettra également de mettre en œuvre des motions adoptées (motion Masshardt 106/2011 et motion Kohler 211/2011) qui, toutes deux, visent une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Le point 2 correspond par conséquent à la démarche prévue.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption et classement

Le président. Ich begrüsse Sie zum vierten Sessionstag der diesjährigen Novembersession. Bitte nehmen Sie Platz, damit wir anfangen können. (*Le président agite sa cloche.*) Ich möchte nochmals die Reihenfolge der Geschäfte des heutigen Tages bekanntgeben. Wir beraten heute die Geschäfte der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion zu Ende. Anschliessend fahren wir mit den Geschäften der Volkswirtschaftsdirektion weiter. Wenn die Zeit reicht, würden wir danach die Geschäfte der Erziehungsdirektion behandeln. Wir sind gestern beim Traktandum 34, Geschäft 2015.RRGR.571, Motion Brand, stehen geblieben. Der Regierungsrat empfiehlt, Ziffer 1 abzulehnen und Ziffer 2 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Wir führen eine freie Debatte. Sobald es noch etwas ruhiger geworden ist, hat der Motionär das Wort.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Vielleicht wissen nicht alle, dass ich Präsident des Hauseigentümergebundes des Kantons Bern bin. Was hingegen sicher alle wissen, ist, dass wir ein sehr fortschrittliches Energiegesetz haben. Das haben wir in dieser Woche schon mehrmals gehört. Der Volksvorschlag zum Energiegesetz ist 2011 mit grosser Mehrheit angenommen worden. Das

Energiegesetz geht sehr weit. Etliche der geplanten neuen Vorschriften, die wir in den Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKEN) der Energiedirektoren finden, sind in unserem Energiegesetz bereits enthalten.

Mit dieser Motion möchte ich einen Marschhalt einlegen. Ich möchte, dass wir zuerst verdauen, was wir uns mit dem Energiegesetz eingebrockt haben, bevor wir wieder neue Vorschriften erlassen. Sie wissen wahrscheinlich, dass die MuKEN aus einem Basismodul mit 18 Teilen und aus 10 Wahlmodulen bestehen. Der Kanton ist nicht dazu verpflichtet, das Basismodul umzusetzen, obwohl die Energiedirektoren dies wahrscheinlich gerne hätten. Aber wie Sie wissen, ist im Kanton Bern der Grosse Rat für das Energiegesetz zuständig, ungeachtet der Beschlüsse der Energiedirektorenkonferenz. Was die Wahlmodule angeht, sind wir erst recht zu nichts verpflichtet. Meines Wissens sind andere Kantone noch nicht so weit und nicht so schnell unterwegs wie der Kanton Bern. Auch wenn wir hier einen Halt einlegten, würde dies noch lange nicht bedeuten, dass wir energiepolitisch ins Hintertreffen geraten. Wir würden uns einfach ein wenig weiter hinten befinden, wo wahrscheinlich auch die meisten anderen Kantone sind.

Die Energiedirektorin hat bei der Beratung des Energierichtplans gesagt, wir sollten nicht schon jetzt blockieren, sondern uns erst melden, wenn es um die konkrete Gesetzgebung gehe. Diesen Einwand wird man wahrscheinlich auch bei der Beantwortung der Motion durch andere Fraktionen ein paar Mal hören. Keine Angst, wir kommen ganz sicher nochmals mit denselben Argumenten, wenn die Gesetzgebung vorliegt. Doch ein Gesetzgebungsprozess bedeutet immer einen Aufwand und bindet Ressourcen. Ich finde es richtig, jetzt schon zu sagen, ob wir diese Gesetzgebung wollen oder nicht. Wir wissen schon jetzt recht konkret, was auf uns zukommen wird. Gerade bei den geplanten Massnahmen im Bereich Umbauten und Aufstockungen werden massive Auswirkungen auf alle zukommen, die im Kanton Bern wohnen. Es werden Kosten entstehen, die jemand tragen muss. Das sind, Andreas Hofmann, eben nicht nur die Eigentümer, sondern auch die Mieter. Denken wir daran.

Kürzlich ist die Initiative «Bern erneuerbar» vom Berner Volk mit grossem Mehr abgelehnt worden. Vieles von dem, was diese Initiative gefordert hatte, finden wir jetzt in den MuKEN. Auch Gebäudesanierungspflichten sind bisher immer abgelehnt worden. Die MuKEN enthalten immerhin eine kleine Sanierungspflicht beim Ersatz von Heizungen. Wir wollen keine energiepolitischen Experimente mehr, solange nicht klar ist, wohin die Reise auf Bundesebene geht. Ich habe es hier im Rat schon oft gesagt: Die Eigentümerinnen und Eigentümer leisten auf freiwilliger Basis schon sehr viel fürs Energiesparen. Es braucht nicht immer neue Vorschriften. Hier wende ich mich vor allem an jene Parteien, die sich immer als liberal bezeichnen. Neue Vorschriften in diesem Bereich sind nach meinem Verständnis nicht gerade liberal. Liberal heisst, möglichst wenige Vorschriften zu erlassen und den Markt wirken zu lassen. Das wollen die MuKEN nicht. Ich bitte Sie deshalb, Punkt 1 der Motion zu überweisen, und Punkt 2, wie es dem Wunsch der Regierung entspricht, anzunehmen, jedoch entgegen dem Wunsch der Regierung nicht abzuschreiben. Punkt 2 ist definitiv nicht erledigt, denn er ist auf die Zukunft ausgerichtet.

Le président. Als nächstes hat Stefan Oester das Wort. Er wird sowohl als Mitmotionär wie als Fraktionssprecher das Wort ergreifen.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wieso bin ich gegen die Umsetzung der MuKEN 2014? Dies ist eine Haltungsfrage. Meine Haltung hat sich seit der Abstimmung «Bern erneuerbar» nicht verändert. Ich bin nicht gegen das Energiesparen, aber ich bin dafür, dass man ohne Zwang und eigenverantwortlich handeln darf. Ein Beispiel: Ich habe schon im Jahr 1999 eine Solaranlage auf dem Dach installiert. Ich habe dies nicht aufgrund eines Zwangs getan, sondern weil es meiner Haltung entspricht. Ich weiss nicht, ob es damals schon eine frühere Version der MuKEN gegeben hat. Die MuKEN 2014 sind gegen die freie Energiewahl gerichtet. Sie verteuern jedes Bauvorhaben. Wir haben gestern im Rahmen der Energiedebatte ausführlich darüber gesprochen. Frau Regierungsrätin Egger hat uns gut erklärt, dass die MuKEN 2014 die Grundlage für eine Revision des Energiegesetzes oder für entsprechende Verordnungen sind. Sie hat dazu gesagt, dass beides je nachdem in der BaK besprochen werden wird. Ich bin froh, dass wir uns dazu werden äussern können. Aber das Energiegesetz ist ja bereits zu grossen Teilen erfüllt. Was wollen wir mehr? Wir haben ein vorbildliches, modernes und weit greifendes Energiegesetz. Auch die Abstimmung «Bern erneuerbar», die erwähnt wurde, hat den Volkswillen deutlich zum Ausdruck gebracht. Wir wollen keine zusätzlichen Erschwernisse und staatlichen Vorschriften, die jedes Bauvorhaben verteuern. Ich frage mich, ob der Mittelstand dann noch bauen können. Es wird immer wieder gesagt,

dass das Ganze wirtschaftsfördernd sein soll. Aber was geschieht, wenn sich niemand mehr ein Haus leisten kann, und bald nur noch Banken und Versicherungen bauen können?

Noch etwas: Die Wirtschaft regelt die Nachfrage. Zwei Beispiele dazu: Vor einiger Zeit waren die energieeffizienten Umwälzpumpen ein grosses Thema. Man glaubte, man müsse diese per Gesetz einführen. Mittlerweile sind sie alltäglich geworden. Ich bin in dieser Branche tätig und kenne die Materie. Weiter ist in den MuKEN eine Sanierungspflicht für Elektroboiler aufgeführt. Dies ist ein Schnellschuss. Ich verstehe nicht, warum man im Sommer während der Mittagszeit den Strom vernichten muss und nicht dazu verwenden darf, um Elektroboiler aufzuheizen. Aus diesen Gründen brauchen wir keine weiteren Vorschriften. Ich bin froh, wenn Sie diese Motion unterstützen und sich für eine pragmatische, dem gesunden Menschenverstand entsprechende Lösung aussprechen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Diese Motion will sich von weiteren Massnahmen zur Energiewende und zur Erreichung der Klimaziele abmelden. Die Energiewende kann jedoch nur gelingen, wenn alle ihren Beitrag dazu leisten. Die BDP ist nicht damit einverstanden, die MuKEN-Vorschriften einfach zu versenken, wie es die Motionäre wollen. Wir wollen auch eine vertiefte Gesetzesberatung bei der Teilrevision des Energiegesetzes nicht verhindern. Gestern haben die gleichen Exponenten gefordert, dass man beim Fonds für Nationalbank-Gewinne eine Detailberatung durchführen soll. Gemäss Punkt 1 der Motion soll diese Beratung in der BaK und im Grossen Rat nicht stattfinden können. Die BDP-Fraktion lehnt Punkt 1 grossmehrheitlich ab. Punkt 2 wiederum rennt offene Türen ein. Die Regelungen, für die es bereits eine gesetzliche Grundlage gibt, werden in der Verordnung ausgeführt. Alle anderen, die eine Anpassung des Gesetzes brauchen, werden bei der Teilrevision des Energiegesetzes angeschaut und im Grossen Rat behandelt. Sie unterstehen dem fakultativen Referendum. Diesen Punkt will die BDP deshalb wie die Regierung annehmen und abschreiben.

Nun noch ein persönlicher Gedanke. Ich denke nicht, dass die Hauseigentümer Opfer der Energiewende und einer gesünderen Umwelt sind. Viele der Massnahmen, die man in den letzten Jahren eingeführt hat und die man vielleicht noch einführen möchte, rechnen sich auch finanziell. Nicht selten werden durch energetische Sanierungen Einsparungen von 30 bis 40 Prozent realisiert. Auch für das Gewerbe sind die energetischen Sanierungen für die Zukunft sehr wichtig und eine grosse Chance. Als Gewerbetreibender beelendet mich manchmal die Haltung gewisser Verbände und Organisationen. Wie gesagt, stimmt die BDP-Fraktion grossmehrheitlich so wie die Regierung.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Gestern hat der Grosse Rat vom Bericht zur Energiestrategie Kenntnis genommen, und damit auch von der Absicht, das Energiegesetz zu ändern. Die effektiven Änderungen werden danach vom Rat beschlossen. Doch dies ist nur möglich, wenn der Prozess dazu überhaupt gestartet werden kann. Genau dies will die Motion Brand verhindern. Auch nachdem wir den Bericht zur Kenntnis genommen haben, hält Peter Brand an seiner Motion fest. Aus meiner Sicht ist dies eine Zwängerei. Das Motto lautet: «Für wenige statt für alle». Ich kenne die neue Sprachregelung des Hauseigentümerverbands: Was für die Vermieter gut sei, sei auch für die Mieter gut. Ich bin selber Mieter und habe hier eine andere Auffassung. Die MuKEN sollen möglichst harmonisierte Gesetze bewirken, damit die Bauwirtschaft nicht unnötig belastet wird. Es ist im Interesse der Bauwirtschaft, dass nicht in allen Kantonen andere Regelungen gelten. Eine Partei, die sich als Vertreterin der Wirtschaft versteht, sollte stärker auf die Bauwirtschaft Rücksicht nehmen, als dies der Fall ist. Ich stelle fest, dass die selbsternannten Vertreter der Wirtschaft oft Positionen einnehmen, die gar nicht dem entsprechen, was die Wirtschaft will. Dass die MuKEN Auswirkungen auf die Gebäude und auf die Hauseigentümer haben, ist logisch. Sonst hätten sie ja keinen Sinn. Auch die Regeln im Strassenverkehr haben schwere Konsequenzen für die Autofahrer. Sie sind aber nicht zum Nachteil der Autofahrer erlassen worden, sondern zu ihrem Vorteil. Man stelle sich vor, was geschähe, wenn wir im Strassenverkehr keine Regeln hätten und zum Beispiel das Querparkieren erlaubt wäre. Dies wäre kaum im Interesse der Autofahrer. Bei der Energie ist es ähnlich: Diese Regelungen dienen zum Erreichen gewisser Ziele im Klimabereich. Sie nützen allen, nicht nur wenigen. Auch die Hausbesitzer werden durch die Energiegesetzgebung in gewisser Weise «navigiert». Es ist ähnlich wie im Strassenverkehr.

Ich möchte mit einem Beispiel schliessen: Ich kenne einen Hausbesitzer, der eine Ölheizung hatte, die jetzt ihrem Ende entgegengeht. Nun hat er ein Pflichtmodul der MuKEN freiwillig umgesetzt. Ich zitiere: «Beim Ersatz des fossilen Wärmeerzeugers in bestehenden Bauten mit Wohnnutzung sind diese so auszurüsten, dass der Anteil an nicht erneuerbaren Energien 90 Prozent des

massgebenden Bedarfs nicht überschreitet.» Dies ist ein klassisches Beispiel. Dieser Hausbesitzer hat nun thermische Solarkollektoren für die Warmwasser-Aufbereitung montiert. Diese haben zwar im Moment Kosten verursacht, aber wenn er längerfristig rechnet, kann er durch tiefere Stromkosten insgesamt Geld sparen. Er hat die MuKE n somit freiwillig erfüllt und profitiert auch noch davon. Das Ganze hatte sogar positive Nebenwirkungen: Das lokale Gewerbe erhielt einen zusätzlichen Auftrag.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich muss auch eine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin an einem Ingenieurbüro beteiligt, welches schweizweit im Bereich Energie- und Gebäudetechnik tätig ist. Die Aussage, wir hätten ein fortschrittliches Energiegesetz, muss ich stark relativieren. Das Berner Energiegesetz gehört nicht zu den innovativen Gesetzen, sondern ist eher rückwärts gerichtet. Die «deutliche» Ablehnung der Berner Bevölkerung zu «Bern erneuerbar» beinhaltete immerhin einen Ja-Anteil von fast 49 Prozent. Es gibt Energiegesetze, die sogar einen Anteil an erneuerbaren Energien von 30 Prozent vorschreiben. Dies ist etwa in Zürich der Fall. Ich glaube nicht, dass Zürich dadurch in seiner wirtschaftlichen Entwicklung behindert wird. Die MuKE n 2014 nivellieren lediglich aus, was dem heutigen Stand der Technik entspricht. Es geht darum, dass nicht jeder Kanton irgendetwas Beliebigen in sein Energiegesetz schreibt, sondern dass wir eine Nivellierung vornehmen, die dem aktuellen Stand der Technik entspricht. Institutionelle Investoren, die einen Gebäudeportfolio-Park nachhaltig bewirtschaften, orientieren sich nicht an den MuKE n, weil ihnen diese zu wenig weit gehen. Der SIA-Absenckpfad ist heute das Mass der Dinge. Man spricht von der 2000-Watt-Gesellschaft. Hier sind Leute beteiligt, die Immobilien nachhaltig bauen und bewirtschaften. Die MuKE n sind ein wichtiges Instrument, denn wir als Planer sind darauf angewiesen, dass wir eine mehr oder weniger homogene Energiegesetzgebung haben. Ich wünschte mir dies auch bei vielen anderen Bewilligungsverfahren. Die Energiegesetzgebung gehört zu den wenigen Bereichen, in denen sich die Direktoren die Mühe nehmen, eine schweizweite Regelung zu treffen. So haben wir trotz unseres Kantönligeists eine einigermaßen klare Linie. Es wird nichts von den MuKE n 2014 umgesetzt, das keine gesetzliche Grundlage hat. Es ist ein absoluter Irrtum, zu glauben, die Regierung wolle etwas an uns vorbeischieben und in ein Gesetz schreiben, und wir armen Grossräte dürften nichts dazu sagen. Selbstverständlich schliesst sich die glp vollständig der Regierung an.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Dieser Vorstoss verstösst gegen Bundesrecht. Die Kantone sind durch die Energiegesetzgebung des Bundes dazu verpflichtet, die Energiepolitik des Bundes zu unterstützen und bei deren Umsetzung zu helfen. Artikel 2 des Energiegesetzes regelt die Zusammenarbeit, Artikel 9 den Gebäudebereich und Artikel 19 den Vollzug durch die Kantone. Die Kantone sind dazu verpflichtet, die Regelungen betreffend den Gebäudebereich zu vollziehen. Sie dürfen hier nicht einfach nichts tun. Deshalb koordinieren die Kantone ihre Aktivitäten über die Energiedirektorenkonferenz (ENDK). Das Koordinationsinstrument sind die MuKE n. Statt jetzt den Kopf in den Sand zu stecken und dem Alten nachzutruern, würde man besser schauen, was im Moment läuft. Die Energiewende ist nicht aufzuhalten. Beim Volk ist sie schon lange angekommen. Was wäre denn die Alternative? Das konnte mir bisher noch niemand sagen. Die Leute sind schon dabei, Gebäude zu sanieren. Sie machen meist keine Totalsanierungen, aber die Heizungen werden fristgerecht saniert, und auch einzelne Bauteile wie etwa Fenster werden zum richtigen Zeitpunkt ersetzt. Gerade die Ölheizungen werden nur noch selten durch neue Ölheizungen ersetzt. Meist wird stattdessen eine Wärmepumpe oder ein Anschluss an einen Wärmeverbund installiert. Die Hausbesitzer wollen sehr wohl etwas für den Klimaschutz tun. Sie tun es auch, indem sie sowohl die Energieeffizienz steigern als auch erneuerbare Energien einsetzen. Diese Erfahrung machen wir in unserer Gemeinde tagtäglich. Wer diesen Prozess ausbremst, politisiert am Volk vorbei. Sie und Ihre Verbände würden besser die Hauseigentümer und Hauseigentümerinnen sachlich, unabhängig und seriös beraten. Das ist gefragt. Unterstützen Sie sie in ihren Absichten, statt wieder auf die Bremse zu stehen. Auch von den Sanierungen bei mir zuhause hat in erster Linie das Könizer Gewerbe profitiert. Mit diesem Bremsmanöver schaden Sie der Zukunft des lokalen Gewerbes. Auch ich habe ein Zitat gefunden: «Die Energiewende wird im Kopf blockiert. Die Schweiz hat beste natürliche und wirtschaftliche Voraussetzungen für eine nachhaltige Energieversorgung, und sie kann es sich leisten. Was sie sich nicht mehr leisten kann, sind bornierte Wirtschaftsführer und uneinsichtige Politiker.» Dies ist in jenem Heft nachzulesen, welches wir letztes Wochenende erhalten haben. Die Grünen lehnen die Motion ab. Den ersten Punkt lehnen alle ab, den zweiten Punkt lehnen einige ab, und andere nehmen ihn an. Abschreiben tun

ihn alle.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion wird diesen Vorstoss auch ablehnen. Ich verstehe natürlich, dass die Aussage «nahe bei Null» im Bericht zur Energiestrategie im Zusammenhang mit der Einführung der MuKEN 2014 gewisse Reflexe provoziert. Ich verstehe auch, dass man dann ein präventives Dispositiv aufführt. Liebe Kollegen und Kolleginnen von der SVP, lieber Präsident des Hauseigentümerverbands, dies ist kein Sololauf einer rot-grünen Regierung, die kurz vor der Pensionierung noch überdreht. Die MuKEN 2014 sind ein konsolidiertes, austariertes und harmonisiertes freundeidgenössisches Gemeinschaftswerk der Kantone. Es haben ganz viele Prozesse stattgefunden, und man hat viel gearbeitet, bis es zustande kam.

Nun möchte ich als Fachmann etwas sagen: Es handelt sich hier um ein Werk, welches mit Experten und mit Fachverbänden abgesprochen und von diesen überprüft wurde. Die Fachleute kamen zum Schluss, dass die geplanten Schritte technisch machbar und wirtschaftlich verkraftbar sind. Dies wurde in der ganzen Schweiz überprüft. Es geht also nicht um Visionen, und, Gerhard Fischer, es muss auch niemand wegen den MuKEN 2014 zum Arzt gehen. Warum ist dieser Schritt wichtig? Wenn man heute baut, dann hat dieses Bauwerk energiepolitisch eine lange Hebelwirkung. Das müssen Sie sich vor Augen halten. Eine Fassade hat je nach Konstruktionsweise eine Lebensdauer von 25 bis 40 Jahren. Das können Sie in den paritätischen Lebensdauer-Tabellen nachlesen, die auch vom Hauseigentümerverband verwendet werden. In diesen 25 bis 40 Jahren wird an einer Fassade nicht mehr viel gemacht. Deshalb ist es wichtig, heute schon die Weichen zu stellen und mit einer zusätzlichen Dämmung über längere Zeit Energie zu sparen. In 25 bis 40 Jahren ist die Energiestrategie unserer heutigen Regierung längst überholt. Wenn Sie auf diese Vorschläge nicht eintreten, können Sie die energiepolitischen Ziele, insbesondere jene, die den Wärmebereich betreffen, gleich abschreiben.

Noch ein Argument für die wirtschaftsliberalen Leute hier im Saal: Es gibt Studien und Berechnungen, die den folgenden Punkt belegen. Wenn man dämmt, muss man sowieso das Energiegesetz einhalten. Wer eine zusätzliche Dämmung einbaut, kann bei einem Energiepreis von 80 Franken pro 100 Liter innert weniger Jahre Geld sparen. Dies kann man nachrechnen, die Spezialisten helfen Ihnen gerne dabei. Wenn der Hauseigentümerverband seinen Leuten diese Berechnungen vorenthält, finde ich das nicht gut. Man kann durchaus auch wirtschaftlich argumentieren. Es gibt jedoch auch positive Signale. Auch die SVP spricht vom Kulturlandschutz. Wir hören von verschiedenen Leuten, die auf irgendeinem abgelegenen Schopf eine Fotovoltaik-Anlage installieren. Nun müssten wir nur noch alle dafür sensibilisieren, dass das Energiesparen genauso wichtig ist wie der Kulturlandschutz. Die Wertschöpfung soll hier bei uns bleiben. Wir sprechen über die MuKEN 2014 und über Energievorschriften, die abgesenkt wurden. Man spricht hier von einem Absenkpfad. Es gab bereits die MuKEN 2000. Eine weitere Revision gab es 2007. Ich möchte nun noch etwas ergänzen: Es gibt auch einen Aufstiegs Pfad. Dieser bedeutet, dass wir immer schlauer werden.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Ich möchte diese Debatte nicht unnötig verlängern. Der Motionär hat seinen Vorstoss bereits gut begründet. Energie ist ein wichtiges Thema, welches uns weiter beschäftigen wird, nicht nur im Kanton Bern, sondern in der ganzen Schweiz. Wir haben schon gehört, dass der Kanton Bern bereits ein gutes Energiegesetz hat, welches vom Gesetzgeber angenommen wurde. Es beinhaltet auch Empfehlungen, etwa für den Wärmebedarf von Neubauten. Man hat den Eindruck, dass man dieses Gesetz nicht noch zusätzlich verschärfen muss. Es greift ja schon. Das Stimmvolk hat dies im Zusammenhang mit «Bern erneuerbar» bestätigt. Die Schweiz hat gerade in der Energiepolitik sehr grosse Baustellen. Das eidgenössische Energiegesetz wird beraten. Uns scheint, dass hier noch einige Knacknüsse vorhanden sind. Wie der Motionär gesagt hat, will man im Moment einen Marschhalt. Energie brauchen wir alle. Wir sprechen jetzt im Parlament über die Energiefrage, doch wir dürfen die Rechnung nicht ohne den Wirt machen. Der Wirt, das sind unsere Wirtschaft und unsere Bürger. Es wurde gesagt, wir wollten diese Sache versenken. Es geht jedoch nicht darum, etwas zu versenken. Es geht um einen Marschhalt. Andreas Hofmann sprach von einer Zwängerei. Ich bin nicht dieser Meinung. Martin Aeschlimann hat es angetönt: Wir haben in der BaK über diese Sache diskutiert und den Punkt 15.1 mit dieser Null angesprochen. Diese Signale lassen uns aufhorchen. Es ist gut und recht, im Energiebereich etwas zu tun, aber wir müssen schauen, wie weit wir gehen und was wir genau tun wollen. Deshalb kann die SVP den beiden Punkten des Vorstosses zustimmen und will den zweiten Punkt nicht abschreiben.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLr). Die FDP hat diese Motion im Rahmen zweier Sitzungen intensiv diskutiert. Wir haben überlegt, ob es sinnvoll ist, heute schon wieder Weichen zu stellen. Dabei sind wir zu folgendem Schluss gekommen: Wenn schon eine Teilrevision gemacht werden soll, wollen wir diese Anliegen zu diesem Zeitpunkt breit diskutieren und abwägen. Deshalb wird die Mehrheit der FDP so stimmen, wie die Regierung es empfiehlt. Wir möchten nicht gleich nach der Genehmigung des Energieberichts die Richtung ändern.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Wir haben in der Diskussion schon mehrfach gehört, dass der Markt die Veränderungen bringen müsse. Der Markt sei das Instrument, das entscheide, was in der Energiepolitik geschieht und was nicht. Ich habe folgende Interessenbindung: Ich bin in der freien Marktwirtschaft tätig. Ich beobachte, dass genau bei den Gebäudehüllen ein Marktversagen vorliegt. Warum? Ich war als Präsident der Technischen Kommission Ende des letzten Jahrhunderts unterwegs, um ein kleines Detail zu ändern, das zu grossen Veränderungen hätte führen können. Die Isoliergläser wurden damals mit einer Wärmebrücke abgeschlossen. Seit Mitte der Neunziger Jahre gibt es eine Technik, um eindeutig bessere Isoliergläser herzustellen. Unser Verband wollte bewirken, dass ein Produkt verwendet wird, welches ein Qualitätslabel aufweist, die besseren Gläser hat und dadurch weniger zu Kondensaten neigt und den Energieverlust um 30 Prozent senkt. Doch die grossen Unternehmen haben uns erklärt, die Wirtschaft würde dies nicht vertragen. Der Mehrpreis pro Einfamilienhaus hätte 200 Franken betragen! Dies wurde nicht akzeptiert. Warum wurde es nicht akzeptiert? Weil es dem Investor, der Überbauungen baut, völlig egal ist, welche Energiekosten dem Käufer oder Mieter der Liegenschaften entstehen. Deshalb können wir diesen Punkt nur über ein Reglement regeln. Der Markt wird es nie schaffen, wenn derjenige, der ein Gebäude baut, andere Interessen hat als jener, der die Energiekosten berappen muss. Dort, wo die Privatpersonen selber bauen, werden die MuKEn 2014 bereits umgesetzt. Der private Bauherr, der sein Einfamilienhaus baut, errichtet bereits ein Null-Energie-Haus. Für ihn brauchen wir diese Regeln nicht. Der Generalunternehmer XY hingegen hat bis etwa 2009 Alu-Abstandhalter eingebaut, obwohl alle gewusst haben, dass dies ein Unfug ist. Erst durch das Gebäudeprogramm bei den Renovationen und durch die MuKEn 2008 bei Neubauten ist dieser Schalter im Kopf gekippt, und man verwendet auch bei den grossen Baustellen vernünftige Gläser, nicht nur bei den Einfamilienhäusern. Ich bitte Sie, so zu stimmen, wie es die Regierung vorschlägt. Dies nützt nicht nur den Fensterbauern, sondern auch den Hauskäufern und den Mietern.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Ich möchte drei Dinge erwähnen. Erstens: Als Urheber des Baureglements von Münsingen weiss ich, dass wir im Jahr 2012 die Bestimmung eingeführt haben, wonach 50 Prozent des Energieverbrauchs bei Neubauten erneuerbar sein muss. Damals folgte ein grosser Aufschrei, es wurde gefragt, ob dies überhaupt machbar sei. Ich habe gestern noch mit dem Bauverwalter telefoniert. Wir hatten über 250 Baugesuche, die nach dieser Bestimmung realisiert werden mussten. Bei einem einzigen Gesuch gab es ein Problem, unter anderem, weil der Denkmalschutz eine Rolle spielte. Diese Regelung, diese Vision ist somit umsetzbar. Es braucht einfach etwas mehr Innovation und ein paar zusätzliche Überlegungen. Zum zweiten Punkt: Es gibt eine Studie des Bundesamts für Landwirtschaft, des Bundesamts für Energie und des Bundesamts für Raumplanung, die sich mit der Wertschöpfung durch erneuerbare Energien im Vergleich mit konventionellen Energien beschäftigt. Dort sieht man ganz klar: Von der Wertschöpfung durch die konventionellen Energien bleiben etwa 20 bis 30 Prozent im Land oder in der Region. Bei den Erneuerbaren, wie etwa Solarenergie, Holz oder Wärmepumpen, sind es 70 bis 90 Prozent der Wertschöpfung. Behalten wir diese Wertschöpfung doch hier! Das ist nicht zuletzt auch steuerrelevant. Der dritte Punkt könnte auch für die Presse interessant sein. Schauen Sie einmal die Energiestatistik an. 17 Mrd. Franken für Erdölprodukte und 3 Mrd. Franken für Erdgasprodukte verlassen jährlich die Schweiz. Wenn man das auf 8 Mio. Einwohner umrechnet, sind das 2500 Franken pro Einwohner, die jedes Jahr ins Ausland abfliessen. Man kann sich fragen, wem dieses Geld zugute kommt und wie schnell die Ressourcen dort aufgebraucht sind, oder ob das Geld womöglich in die falschen Hände gelangt. Wir wissen ja, was geschieht, wenn man die Situation in diesen Schurkenstaaten nicht mehr im Griff hat. Behalten wir dieses Geld deshalb lieber hier und geben wir den MuKEn eine Chance.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Ich bin Vizepräsident des Hausvereins Mittelland. Dieser ist das Pendant zum Hauseigentümerverband. Es ist eine Vereinigung von Hausbesitzern, welche die ökologischen Herausforderungen annehmen und versuchen, in diese Richtung zu gehen. Der Hauseigentümerverband betont immer die Eigenverantwortung. Das ist schön gesagt, aber damit ist noch wenig getan. Damit etwas in die richtige Richtung geht, braucht es einen gewissen Druck. Wie verschiedene Redner gesagt haben, rechnen sich die Massnahmen in diesem Bereich. Sie rechnen sich für die Wirtschaft und für die Eigentümer, und letztendlich auch für die Mieter. Ich bitte Sie, dem Antrag der Regierung zu folgen und diese Motion entsprechend zu behandeln.

Le président. Nun wird Grossrat Fischer anstelle des Motionärs nochmals das Wort ergreifen, da der Motionär noch eine andere Verpflichtung wahrnehmen muss.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Ich bin mir bewusst, dass ich jetzt keinen Meinungsumschwung herbeireden kann. Daniel Trüssel, Martin Aeschlimann, Antonio Bauen und Martin Wenger haben ihre Interessenbindungen als Planer oder Realisierer dargelegt. Man kann hier über die Ausstands-Regel diskutieren, da sie von diesem Geschäft direkt betroffen sind. Doch dies ist für mich nicht wichtig. Es ist gut, dass sie da sind und ihr Fachwissen einbringen können. «Realitäten statt Illusionen»; dazu ein paar Zahlen. Ich habe es in der BaK und wahrscheinlich auch hier schon erzählt: Ich habe im Jahr 1987 gebaut. Vor zwei Jahren habe ich einen GEAK (Gebäudeenergieausweis der Kantone) machen lassen. Ich erreichte die Kategorien B und C, was für ein 28 Jahre altes Haus ein guter Wert ist. Ich brauche zwischen 14 000 und 16 000 kWh Strom inklusive Heizung. Vor 28 Jahren habe ich eine Wärmepumpe eingebaut. Nun habe ich ein Sanierungskonzept ausarbeiten lassen. Dieses beinhaltet eine neue Wärmepumpe, zusätzliche Dämmungen sowie neue Fenster und Türen. Mit der Planung kostet mich das Ganze 150 000 Franken. Ich habe vorhin von rund 15 000 kWh gesprochen. Das ergibt jährliche Energiekosten von ungefähr 1800 bis 2200 Franken. Mit diesen 150 000 Franken kann ich die Energiekosten und den Verbrauch halbieren. Das heisst, ich habe 1000 Franken zur Verfügung, um 150 000 Franken zu verzinsen und zu amortisieren. Man braucht kein Hochschulstudium, um zu sehen, dass dies nicht aufgeht. So geht es auch für viele andere Hauseigentümer nicht auf, obwohl sie Subventionen im Umfang von 5000 bis 10 000 Franken erhalten. Das ist eine Tatsache.

Es geht um die Punkte 15.1 und 15.2. Wir wollen darauf hinweisen, dass es hier um einen starken Eingriff geht. Ich habe übrigens gestern Abend noch im Internet recherchiert. Die ökologische Steuerreform, die Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf aufgegleist hat, spricht von geringeren Anreizen durch Steuerersparnisse. Hier soll also etwas wegfallen. Was wir gestern diskutiert haben, wird somit teilweise wieder aufgehoben. Dann laufen wir hier vielleicht in eine falsche Richtung. Mein Fazit: Im Bereich der Neubauten ist es klar, dass wir das Maximum tun müssen. Im Sanierungsbereich hingegen bitte ich um Augenmass.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Wie ich gestern schon gesagt habe, sind die MuKE 2014 Mustervorschriften, die die Kantone gemeinsam, das heisst im Rahmen der Konferenz der Energiedirektorinnen und -direktoren, erarbeitet haben. Sie orientieren sich an den Bundesvorgaben und sollen die kantonalen Energievorschriften in wichtigen Bereichen harmonisieren. Dies ist der Schlüsselbegriff: Harmonisieren. Warum ist dies so wichtig? Erstens, weil die Energiepolitik nicht an den Kantonsgrenzen Halt macht. Wenn wir unsere Energienutzung verbessern wollen, müssen wir dies gemeinsam tun. Sonst erreichen wir wenig. Zweitens, weil es ein wichtiges Anliegen der Bauwirtschaft ist, die sich nicht in jedem Kanton mit anderen Energievorschriften befassen will. Drittens, weil wir damit eine vielversprechende Branche stärken, die so ihre Produkte, zum Beispiel im Heizungsbereich oder in Bereich der Fotovoltaik, schweizweit anbieten kann. Einheitliche energetische Bauvorschriften dienen somit sowohl der Umwelt wie auch der Wirtschaft. Sie vereinfachen die Bauplanung und die Bewilligungsverfahren für Bauherren und Fachleute. Da sie Mustervorschriften sind, gelten die MuKE nicht automatisch, sondern müssen in den Kantonen einzeln eingeführt werden. Sie betreffen je nach ihren Auswirkungen die Gesetzes- oder die Verordnungsebene. Der Ball liegt jetzt somit bei den einzelnen Kantonen. Wir müssen uns bewusst sein, dass wir nur dann eine Harmonisierung erreichen können, wenn möglichst alle Kantone mitmachen.

Natürlich können solche Vorschriften die Eigentumsfreiheit beeinträchtigen. Das tun aber auch alle anderen Bauvorschriften, die zum Teil schon seit Jahrzehnten bestehen, und über die kein Mensch spricht. Jede geltende Bauvorschrift schränkt im Interesse der Allgemeinheit private

Eigentümerrechte ein. Aber die Vorschriften dürfen die Eigentumsgarantie nicht verletzen. Dies tun auch die MuKE 2014 nicht. Sie wurden von den kantonalen Energiedirektoren rechtlich überprüft. Es geht also nicht um die Frage, ob die MuKE 2014 überhaupt mit der Eigentumsgarantie vereinbar sind, sondern um die Frage, wie sie ins kantonale Recht überführt werden sollen. Damit komme ich zum springenden Punkt: Es ist heute noch viel zu früh, um sich für oder gegen die Einführung der MuKE 2014 zu entscheiden. Die Fakten liegen noch gar nicht alle auf dem Tisch. Wir kennen nur die Mustervorschriften selbst, aber wir haben noch keine konkreten Vorschläge dazu erarbeitet, welche Vorschriften wir ins kantonale Recht überführen wollen. Auch wenn ich Ihnen ein paar Beispiele nennen würde, was die MuKE konkret beinhalten, könnten Sie nicht sofort entscheiden, was Sie daran gut finden und was nicht. Wir wissen alle noch viel zu wenig. Ich empfehle Ihnen deshalb dringend, die MuKE nicht kategorisch abzulehnen oder sie bereits zu einem Reizwort werden zu lassen. Stattdessen bitte ich Sie, erst einmal abzuwarten, welche Vorschriften der MuKE 2014 wir Ihnen in der Revisionsvorlage zum Energiegesetz konkret vorschlagen werden. Sie vergeben sich damit nichts. Sie vergeben sich aber sehr viel, wenn Sie jetzt Ziffer 1 der Motion Brand überweisen und sich schon heute gegen jede weitere Übernahme der MuKE 2014 ins Energiegesetz aussprechen. Dann würde Ihnen der Zug davonfahren, bevor Sie überhaupt wissen, wohin er fährt. Das wäre sehr unüblich und auch völlig unnötig. Sie haben ja genügend Zeit, um unsere Revisionsvorlage abzuwarten und die möglichen Neuerungen danach, mit allen nötigen Informationen und im Wissen um ihre Tragweite, zu beraten. Wenn wir Ihnen unsere Revisionsanträge zum Energiegesetz unterbreiten, werden Sie immer noch Ihre Anträge dazu einbringen können. Ich betone nochmals: Sie halten sich alle Optionen offen, wenn Sie Ziffer 1 der Motion ablehnen. Aber Sie treffen eine folgeschwere Entscheidung, wenn Sie heute Ziffer 1 überweisen. Ich bitte Sie deshalb, nichts zu überstürzen und Ziffer 1 der Motion abzulehnen. Mit Ziffer 2 der Motion sind wir hingegen absolut einverstanden. Sie ist rechtlich gesehen das einzig Richtige, und sie entspricht auch genau dem geplanten Vorgehen. Selbstverständlich dürfen und werden wir nur diejenigen Neuerungen auf Verordnungsstufe regeln, für die bereits eine gesetzliche Grundlage besteht. Alles andere wäre rechtlich gesehen gar nicht durchsetzbar. Wir würden später jede Beschwerde verlieren, wenn wir uns Kompetenzen anmassen würden, die wir gar nicht haben. Wir stimmen somit Ziffer 2 zu und bitten Sie, sie gleichzeitig abzuschreiben, weil wir genau das vorhaben, was diese Ziffer fordert. Wir werden im Frühling mit der Revisionsvorlage des Energiegesetzes in die Vernehmlassung gehen.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion Brand. Wer Ziffer 1 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 45

Non 89

Abstentions 8

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Motion abgelehnt. Bei Ziffer 2 befinden wir zuerst über die Annahme oder Ablehnung, und erst danach über die Abschreibung. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 110

Non 32

Abstentions 3

Le président. Sie haben Ziffer 2 der Motion angenommen. Zur Abschreibung: Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 101

Non 45

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgeschrieben. Damit ist dieses Geschäft bereinigt.